Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

43 | 2011

L'ordre électoral : savoirs et pratiques

Didier GUIGNARD, *L'Abus de pouvoir dans l'Algérie
coloniale (1880-1914). Visibilité et singularité,*

Nanterre, Presses universitaires de Paris Ouest,
2010, 547 p. ISBN : 978-2-84016-076-2. 25 euros.

Annick Lacroix

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4186>

DOI : 10.4000/rh19.4186

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 13 novembre 2011

Pagination : 170-171

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Annick Lacroix, « Didier GUIGNARD, *L'Abus de pouvoir dans l'Algérie coloniale (1880-1914). Visibilité et singularité*, Nanterre, Presses universitaires de Paris Ouest, 2010, 547 p. ISBN : 978-2-84016-076-2. 25 euros. », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 43 | 2011, mis en ligne le 13 juillet 2012, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4186> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.4186>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

Didier GUIGNARD, *L'Abus de pouvoir dans l'Algérie coloniale (1880-1914). Visibilité et singularité*, Nanterre, Presses universitaires de Paris Ouest, 2010, 547 p. ISBN : 978-2-84016-076-2. 25 euros.

Annick Lacroix

- 1 Dans les années 1890, la presse algérienne et les grands quotidiens nationaux dénoncèrent avec véhémence les « abus de pouvoir dans l'Algérie coloniale ». L'ouvrage de Didier Guignard, issu d'une thèse soutenue en 2008 et qui a reçu en décembre 2010 le prix Germaine Tillon de l'Université Paris Ouest Nanterre-La Défense, décrypte précisément les mécanismes du scandale et la visibilité nouvelle de certaines injustices. Pourtant omniprésentes dans le contexte colonial, ces dernières avaient jusque là été passées sous silence, avant d'être à nouveau étouffées après 1898. La collusion persistante des milieux d'affaires et du personnel politique, les pouvoirs disciplinaires étendus des maires et des préfets et les pratiques clientélares qu'entretenait localement le personnel administratif expliquent en partie les dérives du système. L'auteur décrit également des procédures de contrôle administratif dérisoires et les responsabilités croissantes des élus locaux, notamment en matière de travaux publics, qui facilitèrent aussi les passations illégales de marché.
- 2 Après une première partie qui détaille les conditions de possibilité d'un abus de pouvoir « ordinaire », institutionnalisé, dans l'Algérie coloniale de cette fin de siècle (corvées illégales, bastonnades, détournements de biens publics, etc.), l'auteur revient sur les raisons de sa dénonciation soudaine dans les années 1890. Les populations colonisées, principales victimes de ces abus, ignoraient souvent les recours possibles et devaient s'adjoindre les services d'un intermédiaire pour rédiger leur plainte. Elles se heurtaient

presque toujours à une véritable « culture de l'impunité » (p. 104), si bien que dans l'Algérie coloniale, « accusateurs et accusés [appartenaient] au même petit monde, issu de la minorité de citoyens et de notabilités indigènes, les seuls à pouvoir prétendre au pouvoir local et les seuls à pouvoir dénoncer » (p. 282). Ce silence qui pesait sur l'Algérie ne fut finalement brisé qu'un moment, la « contagion dénonciatrice » venant d'abord de l'opinion publique métropolitaine, grâce à l'intervention de la presse et de certains députés (Ferry, Viviani, Rozet par exemple). Il y eut donc bien une parenthèse, avant que l'on abandonne la répression de ces injustices, pour favoriser le rassemblement de la population européenne d'Algérie à la suite de la crise anti-juive de 1898 et de l'affaire de Margueritte en 1901. L'ouvrage met à jour l'imbrication des temporalités, économiques et politiques, parlementaires et électorales, métropolitaines et algériennes, et c'est cette concordance d'intérêts qui rendit possible, un moment seulement, le dévoilement de l'abus.

- 3 Plus qu'une plongée au cœur des scandales algériens, ce livre offre une quantité de détails sur le quotidien des populations de l'Algérie à la fin du XIX^e siècle. On y apprend beaucoup, par exemple sur les temps de transport par train ou par diligence, le coût des permis de voyage – exigés jusqu'en 1897 pour les déplacements de la population « indigène » –, le montant des impôts arabes ou encore les règles du jeu électoral local. Surtout, de nombreux éléments permettent de réfléchir à ce que signifiait concrètement administrer un territoire colonial, et plus particulièrement les départements algériens : quel était le maillage administratif ? Quels hommes et quels moyens furent mis à disposition ? Quelles logiques d'aménagement et d'investissement ont prévalu ? Bien souvent, ce « chantier colonial [eut] surtout pour vocation d'anticiper et d'accompagner le développement des noyaux de peuplement européen, de les relier entre eux avec le monde extérieur » (p. 115).
- 4 Sur le plan méthodologique enfin, cet ouvrage recourt à un certain nombre de pistes très intéressantes. Le dépouillement des dossiers de carrière de fonctionnaires ayant rempli des fonctions en Algérie entre 1877 et 1914, permet de retracer les grands types de trajectoires professionnelles, selon une méthode relativement courante en histoire sociale, mais rarement appliquée aux groupes sociaux de l'Algérie coloniale. S'esquisse ainsi un tableau des allers-et-retours de ces fonctionnaires des deux côtés de la Méditerranée et des opportunités éventuelles qu'offrait la mutation en Algérie. Sur le terrain, ces agents du pouvoir colonial étaient assistés par des auxiliaires « indigènes », placés en position charnière, qui mobilisèrent toute une palette de stratégies d'intégration, de négociation et de contournement. En cela, ce travail reprend les apports d'une historiographie relativement récente, qui refuse de réduire les interactions coloniales à des alternatives trop simplistes. Le recours à la cartographie permet par ailleurs à l'auteur d'illustrer de manière très convaincante le caractère généralisé des abus, tout en distinguant précisément les communes et régions où éclatèrent les différents scandales. Cette « mise en carte » des abus sanctionnés pourrait, en négatif, ouvrir la voie à une réflexion sur une géographie de l'obéissance et de l'acceptation du pouvoir colonial. Plus largement, ces cartes font aussi écho à l'effort permanent de cet ouvrage pour articuler les différentes échelles de l'analyse, algérienne et métropolitaine, locale et nationale. Enfin et surtout, il convient de rappeler que ce travail s'appuie pour partie sur des documents consultés dans les centres d'archives et les bibliothèques d'Algérie. Ces séjours de recherche, entrepris par Didier Guignard quelques années seulement après la « décennie noire », ont eu pour mérite d'inciter à la redécouverte de fonds d'archives algériens longtemps sous-

exploités et qui pourtant restent indispensables pour explorer, notamment à l'échelle locale, les ressorts quotidiens du pouvoir colonial¹.

NOTES

1. . Didier Guignard, Akihito Kudo et Raëd Bader, « Des lieux pour la recherche en Algérie », *Bulletin de l'IHTP*, n° 83-Répression, contrôle et encadrement dans le monde colonial au XX^e siècle, juin 2004, p. 158-168.